YUKON HUMAN RIGHTS COMMISSION | COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE DU YUKON

RAPPORT ANNUEL

2021 - 2022

YUKONHUMANRIGHTS.CA/FR

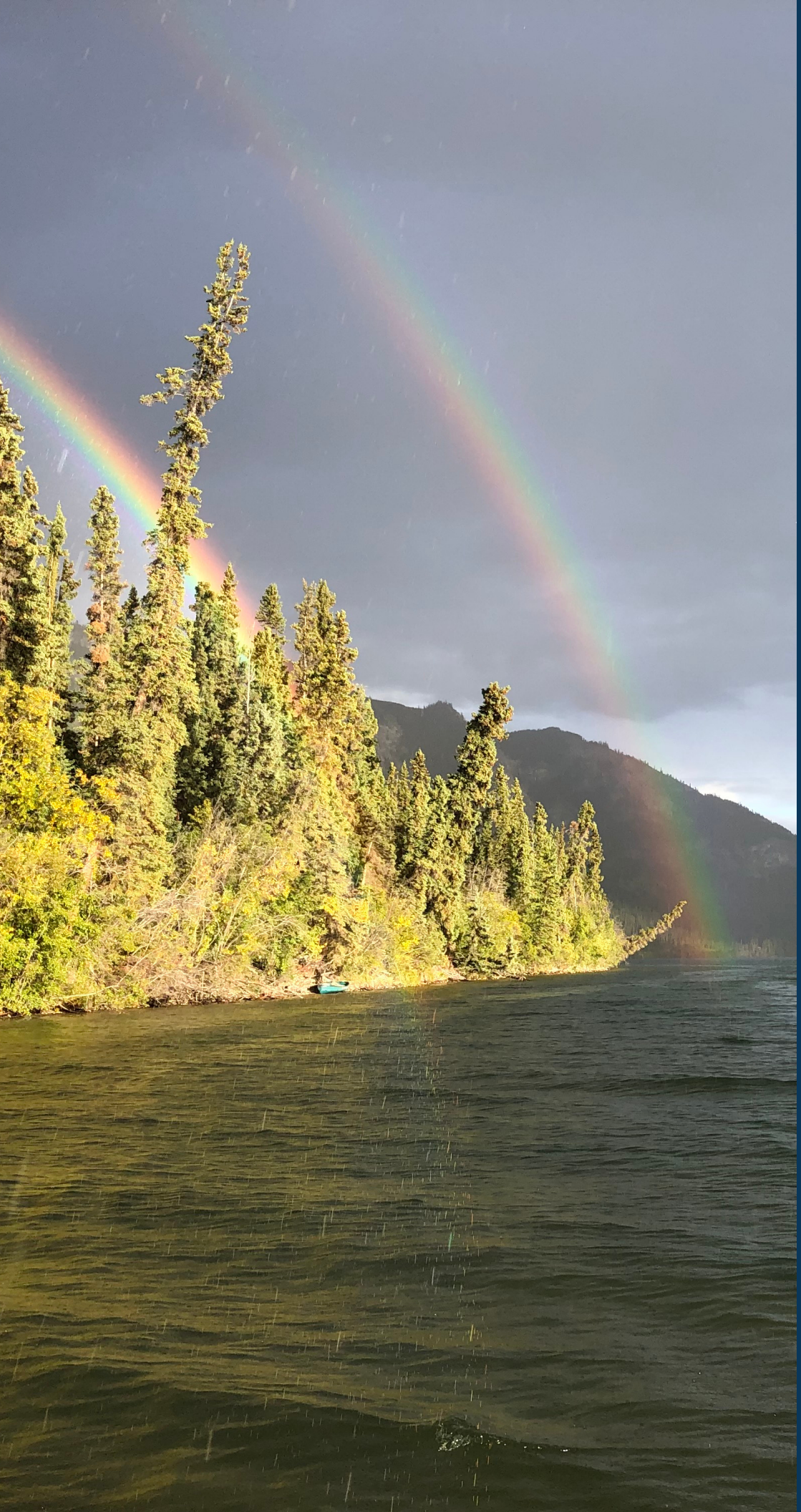


TABLE DES MATIÈRES

01 | *MESSAGE DE LA COPRÉSIDENCE*

04 | *MESSAGE DU DIRECTEUR*

05 | *DES NOUVELLES DE LA COMMISSION*

06 | *PROMOTION DES DROITS DE LA PERSONNE*

07 | *INITIATIVE DE LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT SEXUEL EN MILIEU DE TRAVAIL*

11 | *LA COMMISSION EN CHIFFRES*

13 | *POINTS SAILLANTS DU BUDGET*

MESSAGE DE LA COPRÉSIDENCE

« Les droits de l'homme sont les droits que nous avons tout simplement car nous existons en tant qu'êtres humains; ils ne sont conférés par aucun État. Ces droits universels sont inhérents à nous tous, indépendamment de notre nationalité, sexe, origine nationale ou ethnique, couleur, religion, langue ou toute autre situation. »
– Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

La Commission des droits de la personne du Yukon reconnaît avec gratitude qu'elle œuvre au service de toute la population du Yukon sur les terres traditionnelles de 14 Premières Nations du Yukon. Ce rapport annuel reflète les efforts et les réalisations remarquables de ses précieux membres du personnel et partenaires au cours de l'exercice 2021-2022.

La préservation, la protection et la promotion des droits de la personne exigent de la détermination et de la persévérance. Cette année a marqué une nouvelle période de troubles et de bouleversements. Alors que nous entrions dans la deuxième année de la pandémie de COVID-19, nous avons assisté à la mise au jour de tombes anonymes d'enfants autochtones sur un certain nombre d'anciens sites de pensionnats. Cette tragédie, connue depuis longtemps par les survivants et leurs communautés, a déclenché des prises de conscience importantes et une remise en question continue de la part des communautés non autochtones du Canada. La Commission se joint à toutes les personnes qui pleurent les enfants qui ont souffert et sont décédés dans les pensionnats parrainés par le gouvernement et gérés par l'Église, ici au Yukon et dans tout le Canada. Les commissaires aux droits de la personne du Yukon, Karen Moir et Michael Dougherty, ont eu l'honneur d'assister au rassemblement commémoratif au Centre culturel des Kwanlin Dün. Ils ont affirmé que « les droits de la personne existent pour que chaque individu puisse vivre libre et dans la dignité. Nous devons regarder la vérité en face afin de garantir que chaque enfant, des générations passées et futures, compte. »

Le 30 septembre a été proclamé Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. L'esprit de cette importante journée de commémoration a été atténué, car si les bureaux de la fonction publique, y compris les écoles, étaient fermés, les entreprises privées, quant à elles, sont restées ouvertes. Cette situation a fait peser un fardeau sur de nombreux membres des communautés autochtones et des Premières Nations, pour qui cette journée avait un véritable sens. La sincérité de nos efforts doit s'accompagner d'une réflexion et d'une prise en considération de ce qu'exige la réconciliation si nous entendons réellement progresser vers cet objectif.

« Lorsque les principes qui fondent les droits de l'homme ne sont pas protégés, le centre de notre institution ne tient plus. Ce sont ces principes qui favorisent un développement durable, une paix sûre et des vies dignes. »
– Zeid Ra'ad Al Hussein, ancien Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme

Le meurtre tragique d'une famille musulmane à London, en Ontario, nous a rappelé les effets

persistants du suprémacisme blanc dans notre société. L'islamophobie, le racisme envers les personnes noires, les menaces envers les membres de la communauté LGBTQ, l'antisémitisme et les discours haineux explicites visant d'autres communautés vulnérables entretiennent le fléau de la violence. Ces actes nous rappellent la réalité brutale et impitoyable du racisme systémique et l'importance de notre travail pour le combattre et l'éradiquer.

« Priver les gens de leurs droits fondamentaux revient à contester leur humanité même. »
— Nelson Mandela

La distribution des vaccins contre la COVID-19 nous a donné la possibilité de protéger nos vies et nos familles et de préserver nos moyens de subsistance. Cependant, elle a également mis en évidence les inégalités sociales. Les membres de nos collectivités qui doivent cumuler plusieurs emplois en raison de leur situation socioéconomique, qui ont un accès limité aux transports et aux services de garde d'enfants et qui doivent se présenter en personne au travail en raison de la nature essentielle de leur emploi ont pu avoir de la difficulté à se rendre à un centre de vaccination et à prendre d'autres mesures pour protéger leur santé. Les données indiquent que les personnes noires, autochtones et de couleur sont les plus touchées et bénéficient d'une protection potentiellement moindre.

En outre, nous comprenons que les vaccins sont contre-indiqués pour certaines personnes pour des raisons médicales ou liées à la religion ou aux croyances. Il convient de rappeler que l'un des objectifs de la *Loi sur les droits de la personne* du Yukon est de faire en sorte que tous les individus soient égaux en dignité et en droits. Les mesures de protection prévues par la *Loi* sont particulièrement importantes lorsque les personnes qui en ont besoin sont peu nombreuses et disposent de moins de pouvoir pour changer leur situation.

Parmi les faits saillants de l'année écoulée, citons la commémoration par la Commission de la Journée internationale des droits de la personne le vendredi 10 décembre 2021. Le thème était « Réduire les inégalités, faire progresser les droits de l'homme ». À l'occasion de cette journée de célébration, plusieurs intervenantes et intervenants ont fait part de leur expérience en matière de discrimination dans les domaines du logement, de l'emploi et de la prestation de services, ainsi que de leurs idées sur les mesures individuelles et collectives à prendre pour résoudre ces problèmes.

Comme de nombreuses organisations sur le territoire, la Commission a dû surmonter plusieurs obstacles au cours de la pandémie. Les répercussions de la pandémie sur les droits de la personne, en particulier pour les personnes présentant des facteurs de risque croisés, de même que la méconnaissance généralisée du droit international et du droit canadien en la matière, ont exigé des interventions éducatives continues et novatrices. À cette fin, nous avons élargi nos efforts de sensibilisation à l'aide des médias sociaux et d'autres outils afin de remplir notre mandat visant à promouvoir l'égalité et la diversité par l'intermédiaire d'activités de recherche et de sensibilisation et à faire appliquer la *Loi sur les droits de la personne*.

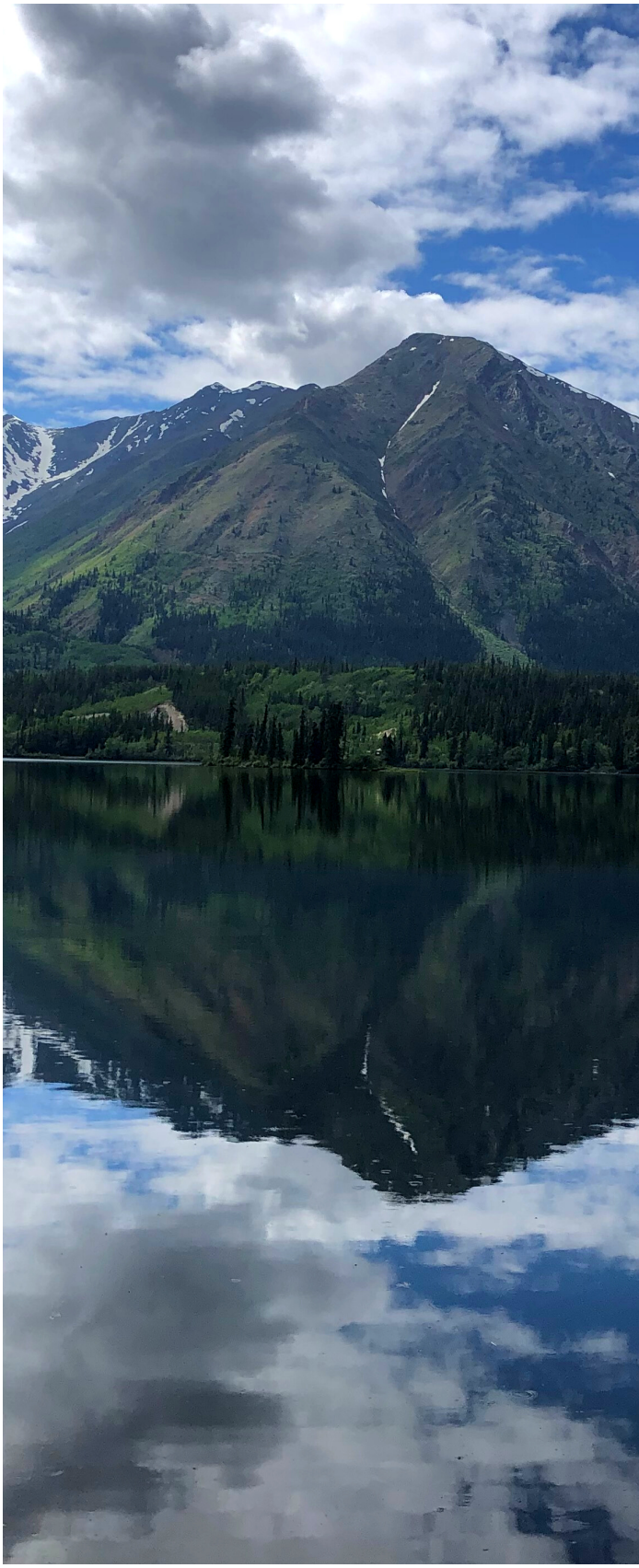
« Qu'est-ce que l'absence de prévention sinon le refus de reconnaître qu'il y a quelque chose à prévenir? »
— Louise F. Fitzgerald

Enfin, avec l'aide financière de Justice Canada, nous avons poursuivi nos efforts pour lutter contre le harcèlement sexuel au travail dans le cadre de notre projet quinquennal. L'initiative de la Commission des droits de la personne du Yukon, « Un Yukon sans harcèlement sexuel au travail », vise à sensibiliser les Yukonnais et Yukonnaises, à améliorer leurs connaissances, leurs compétences ainsi que leur capacité à aborder le harcèlement sexuel au travail et à prendre des mesures à cet égard. Pour atteindre nos objectifs de l'année, un certain nombre de publicités radiophoniques ont été diffusées sur tout le territoire pour informer le public des services offerts par la Commission. Nous avons également continué à offrir des ateliers de formation de haute qualité et l'examen des politiques pour les ministères, les entreprises et les organisations non gouvernementales (ONG). Nous espérons pouvoir continuer à offrir ces services avec la même régularité et les mêmes capacités une fois que le financement de Justice Canada aura pris fin.

Les membres de la Commission des droits de la personne du Yukon aimeraient profiter de l'occasion pour remercier le personnel dévoué de la Commission, nos partenaires communautaires dynamiques ainsi que Kim Derkatch, dont le mandat de commissaire a pris fin.

Michael Dougherty
Coprésident

Karen Moir
Coprésidente



MESSAGE DU DIRECTEUR

Je suis ravi d'avoir entamé ma deuxième année en tant que directeur des droits de la personne. Comme le souligne le message de la coprésidence, cette année a été marquée par un certain nombre d'événements et de défis qui ont eu une incidence sur de nombreuses communautés du territoire.

Cette année, nous avons assisté au grand déploiement de la vaccination contre la COVID-19 ainsi qu'au renforcement de mesures de santé publique, notamment la preuve ou l'obligation de vaccination dans les domaines de l'emploi et de la prestation de services. Par conséquent, la Commission a reçu un nombre accru de plaintes et de demandes de renseignements. Nous avons aussi enregistré une hausse de la demande de nos services de formation et d'examen des politiques des divers secteurs désireux de se conformer à la *Loi* lors de la mise en œuvre des mesures susmentionnées. Je suis heureux de pouvoir dire que la Commission a réussi à répondre à ces demandes accrues sans compromettre la qualité des services qu'elle s'efforce de fournir. Le personnel de la Commission a redoublé d'efforts en première ligne pour s'assurer que nos services répondent aux attentes du public. Pour cela, je tiens à lui témoigner mes plus grands éloges.

Le 30 septembre a été proclamé Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. La Commission a entendu les préoccupations de ses partenaires, des parties prenantes et des communautés concernant le fardeau accru que représente le fait de limiter l'observation de cette journée au secteur public, accroissant ainsi le fardeau de ceux et de celles à qui cette journée était destinée. Elle est fière d'appuyer les demandes faites afin que le gouvernement remédie à cette situation au cours des prochaines années.

Nous avons entamé la troisième année de notre initiative quinquennale intitulée « Un Yukon sans harcèlement sexuel au travail ». La Commission a constaté un accroissement de la demande pour ses services de promotion des droits, notamment la formation, les ateliers et l'examen des politiques. Afin de répondre à cette demande, la Commission a exploré des outils novateurs pour rejoindre des auditoires plus vastes et plus nombreux. Parmi ces outils figure le développement de systèmes de gestion de l'apprentissage en ligne qui, nous l'espérons, nous permettront d'accroître nos capacités à un coût réduit pour les contribuables.

Enfin, la Commission a poursuivi sa participation auprès de l'Association canadienne des commissions des droits de la personne, dont elle est membre. Nous rencontrons nos homologues de tout le pays de façon régulière pour échanger des connaissances, des idées et une expertise afin de nous acquitter de notre mandat d'une manière novatrice et conforme aux pratiques en vigueur au Canada.

Servir le public en ces temps intéressants et éprouvants est un privilège pour moi et pour le personnel de la Commission. Nous aspirons à conserver le respect que le public porte à nos activités et nous comptons, comme toujours, mériter la confiance que nous accorde la population du Yukon.

En toute humilité et avec gratitude,

Birju Dattani
Directeur des droits de la personne

Des nouvelles de la Commission des droits de la personne du Yukon

Membres de la Commission

En 2021-2022, les membres de la Commission étaient :

Michael Dougherty (2018 à aujourd'hui)

Russel Knutson (2018-2021)

Kim Derkatch (2018-2021)

Keely Bass (2021 à aujourd'hui)

Karen Moir (2016-2022)

Samantha Dawson (2021 à aujourd'hui)

Rosemary Rowlands (2021 à aujourd'hui)



Stagiaires du programme de stages internationaux en droits de la personne de l'Université McGill

Ce programme de stages permet à des personnes aux études de travailler avec des organisations non gouvernementales, des tribunaux et des institutions publiques pendant trois mois et de recevoir des crédits en vue de l'obtention de leur baccalauréat en common law ou de leur baccalauréat en droit. En 2021-2022, la Commission des droits de la personne du Yukon a eu la chance d'accueillir deux stagiaires, l'un travaillant en ligne et l'autre avec nous au bureau. Ces stagiaires ont soutenu la Commission et ont pris connaissance de la gamme des enjeux sur les droits de la personne en contribuant au traitement des demandes de renseignements et en travaillant avec l'équipe des enquêtes sur les plaintes acceptées.

Promotion des droits

Formation sur la promotion des droits

La Commission a connu une année chargée en matière de formation sur la promotion des droits. En 2021-2022, nous avons présenté sept séances de formation distinctes à de nombreuses organisations yukonnaises, allant du milieu étudiant aux agents correctionnels. L'équipe de la Commission a également procédé à un certain nombre d'examens de politiques afin de s'assurer que les bonnes pratiques en matière de droits de la personne sont respectées dans les politiques et procédures des organisations locales.

Fierté 2021

En collaboration avec la Queer Yukon Society, la Commission a organisé une table ronde sur le thème des services policiers au Canada auquel ont pris part les panélistes de renom que sont la chef Doris Bill, Duane Gastant Aucoin et Rachel Bromburg. Les discussions ont porté sur les problèmes liés aux modèles traditionnels de maintien de l'ordre et sur des solutions de rechange à ces modèles, qui répondent aux problèmes auxquels sont confrontés des segments de la communauté LGBTQIA2S+.

Journée internationale des droits de la personne

Le 10 décembre 2021, la Commission a mis en ligne une série de vidéos, accessibles sur sa chaîne YouTube, axées sur l'emploi, les services et le logement. La suppression des inégalités était le thème de ces vidéos et de la Journée internationale des droits de la personne de cette année. L'accent a été mis sur le fait que la suppression des inégalités est le résultat recherché et que l'équité est le moyen d'y parvenir.

Progrès relatifs à la COVID-19

L'ajout d'une foire aux questions sur la COVID-19 sur le site Web de la Commission a aidé le public à s'y retrouver pour ce qui est de la relation entre la *Loi* et les mesures de santé publique, telles que les obligations relatives au masque et à la vaccination. Les ressources détaillées disponibles sur notre site Web ont été préparées pour promouvoir l'importance que revêt l'obligation de tenir compte des besoins des personnes présentant des caractéristiques protégées par la *Loi*.

A Yukon without workplace sexual harassment

Un Yukon sans harcèlement sexuel au travail

L'initiative de lutte contre le harcèlement sexuel au travail a connu une année 2021-2022 chargée, caractérisée par des développements dans les domaines de la technologie et des médias, des événements et du réseautage, et de la sensibilisation et de l'évaluation.

TECHNOLOGIE ET MÉDIAS

Le projet a accueilli un nouveau système de gestion des clients. Ce système aide la Commission à établir des relations cohérentes, à mettre en œuvre du contenu, à suivre les événements et à présenter des statistiques.

Entre 2021 et 2022, SPOT, l'outil de signalement en ligne de la Commission, a été consulté 330 fois et a servi à la création de 10 rapports privés et à la soumission d'un rapport à la Commission.

En ce qui concerne les médias sociaux, la Commission a rejoint plus de 15 000 personnes sur Twitter, YouTube et Facebook en publiant une série de billets intitulés « Le saviez-vous? » sur des sujets d'actualité ainsi qu'une campagne de 16 jours axée sur la violence fondée sur le genre et le harcèlement sexuel dans le cadre de la campagne « 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre » des Nations Unies.

Des centaines de personnes ont également été rejointes grâce à des publicités diffusées sur les stations de radio du Yukon, à des messages d'intérêt public publiés dans le *Whitehorse Star* et le *Yukon News*, et à des dépliants sur le harcèlement sexuel au travail.

Enfin, la Commission a conçu et diffusé trois nouvelles affiches éducatives bilingues et trois nouveaux documents d'information sur le harcèlement sexuel au travail.

ÉVÉNEMENTS ET RÉSEAUTAGE

La Commission a présenté un webinaire en français organisé par l'Association franco-yukonnaise (AFY) intitulé « Prévenir le harcèlement ». Nous avons présenté les moyens de reconnaître, de prévenir et d'aborder le harcèlement sexuel au travail. Nous avons collaboré avec l'AFY et la Commission de la sécurité et de l'indemnisation des travailleurs pour la création et la présentation du webinaire.

En collaboration avec diverses entreprises privées du Yukon, la

Commission a contribué à l'élaboration de formations et de politiques sur les droits de la personne et le harcèlement sexuel au travail, dans le but de parvenir à une compréhension commune du harcèlement sexuel au travail, notamment une uniformité de la terminologie à l'échelle du territoire.

Du côté de la création, la Gwaandak Theatre Society et la Commission se sont associées pour concevoir, produire et présenter une pièce de théâtre visant à sensibiliser la population aux aspects nuancés et complexes du harcèlement sexuel au travail à l'occasion d'une tournée des écoles secondaires du Yukon. Nous avons récemment achevé la production du scénario de la pièce *The Crows*, de la dramaturge autochtone Frances Koncan.

La Commission a entamé un dialogue avec Volunteer Bénévoles Yukon, une organisation faisant office de plaque tournante pour toutes les ONG du Yukon (plus de 600). La Commission évalue la capacité et la volonté des ONG du Yukon de travailler en collaboration avec elle pour trouver des moyens propres à l'industrie de reconnaître et d'aborder le harcèlement sexuel au travail vécu par le personnel et les bénévoles des organismes à but non lucratif du Yukon.

Enfin, le personnel de la Commission a fait parvenir plus de 40 lettres à diverses organisations du Yukon, leur fournissant des informations sur notre projet et sur les ressources disponibles (formation, affiches, examen des politiques, etc.) et vérifiant leur volonté de s'associer à des initiatives liées au harcèlement sexuel au travail.



SENSIBILISATION ET ÉVALUATION

En ce qui concerne la sensibilisation du public, plus de 200 personnes ont été rejointes grâce à la création et à la diffusion de présentations sur le harcèlement sexuel au travail. Plus de 30 heures de présentations ont été fournies à diverses organisations au Yukon, notamment des ONG, des ministères et des entreprises privées.

La Commission a participé à un programme pour les jeunes des Premières Nations en élaborant et en relayant du contenu visant à acquérir des compétences essentielles et à se familiariser avec les droits en milieu de travail. Les présentations suivaient un nouveau format.

Le personnel de la Commission a rédigé un billet de blogue sur son projet quinquennal visant à lutter contre le harcèlement sexuel au travail au Yukon. Ce billet a été relayé par la Direction du développement organisationnel du gouvernement du Yukon sur son blogue sur la formation et le développement, qui est annoncé et accessible à l'ensemble des fonctionnaires du gouvernement du Yukon.

La Commission a fait l'acquisition de LearnDash, un système de gestion de l'apprentissage sur lequel son personnel

crée des cours en ligne axés expressément sur le harcèlement sexuel au travail. Les deux cours en préparation portent sur les droits de la personne et le harcèlement sexuel au travail au Yukon.

Le personnel de la Commission a eu accès aux occasions de développement professionnel suivantes : formation sur les témoins, formation sur le marketing social et formation en matière de pratiques tenant compte des traumatismes.

Enfin, la Commission a répondu à de nombreuses demandes d'organisations du Yukon qui souhaitaient procéder à un examen de leurs politiques sur le harcèlement et la discrimination en milieu de travail.

Projet financé par

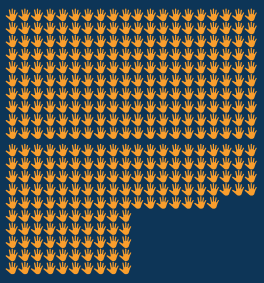
Department of Justice Canada
Ministère de la Justice Canada



LA COMMISSION EN CHIFFRES 2021/2022

347

NOMBRE DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS



40

NOMBRE DE NOUVELLES PLAINTES

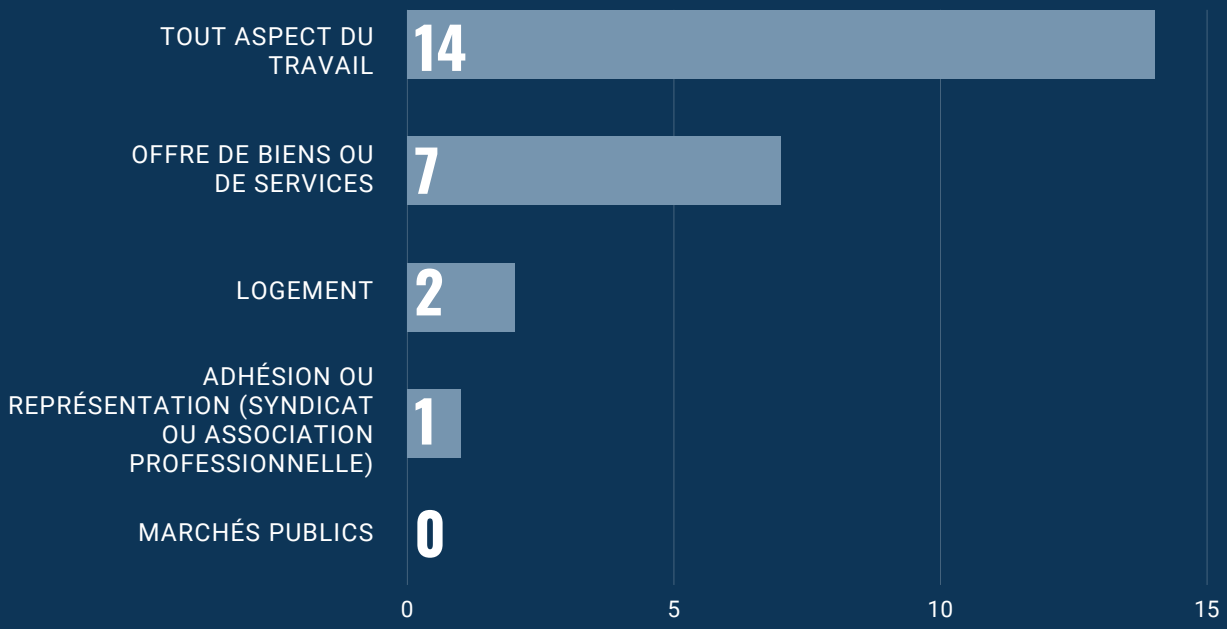


24

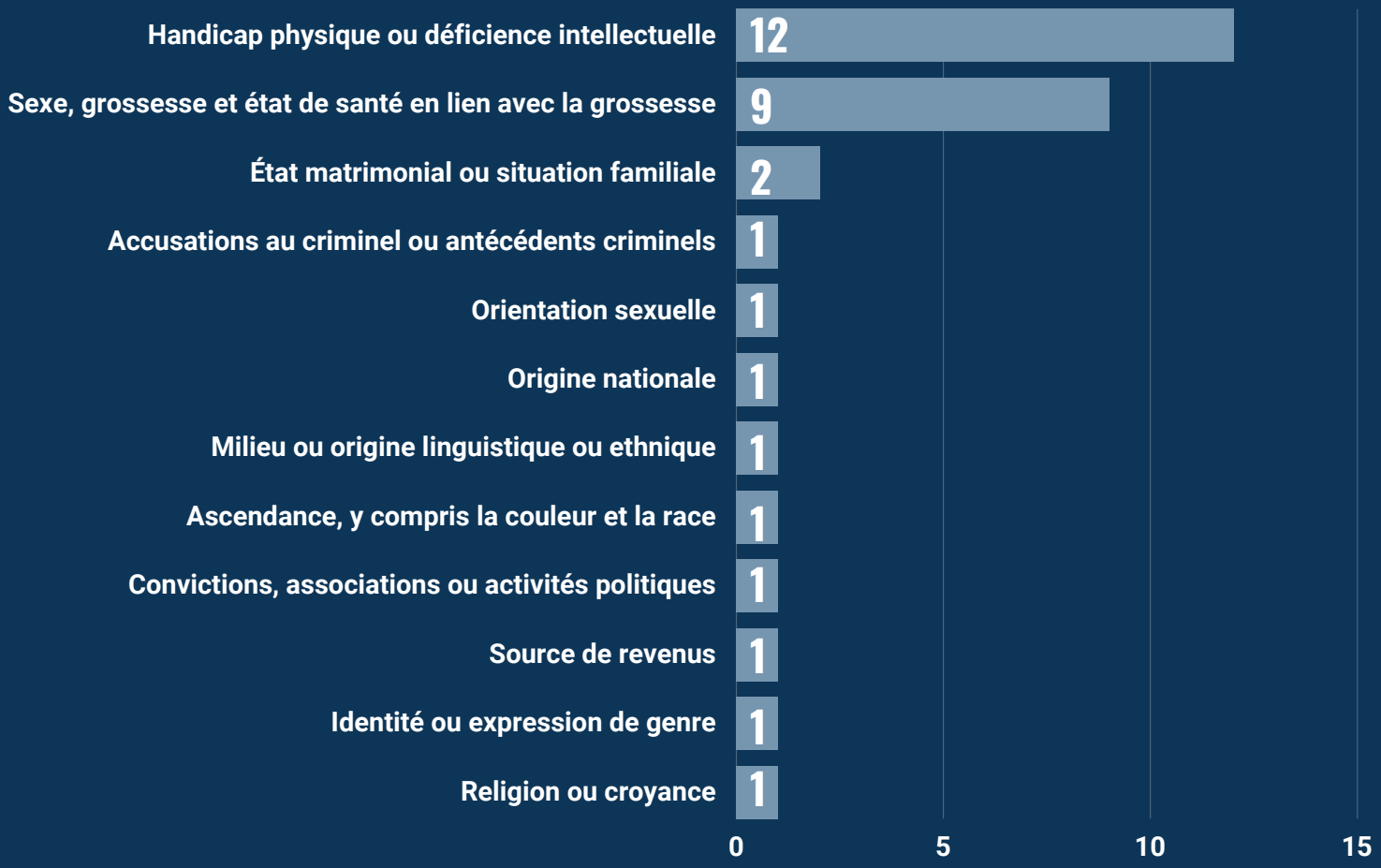
NOMBRE DE PLAINTES ACCEPTÉES



Plaintes acceptées, par secteur



PLAINTES DÉPOSÉES, PAR MOTIF



3		*Plaintes retirées*
1		*Plaintes arrêtées par le directeur*
7		*Plaintes rejetées par la Commission*
2		*Règlements rapides*
3		*Plaintes renvoyées au mécanisme de règlement*
16		*Plaintes refusées*

Budget
2021/2022

REVENUS	2021	2022
Subvention du ministère de la Justice du Yukon	732 293 $	708 800 $
Autres subventions et ententes de financement	583 412 $	509 309 $
Recouvrement de frais et autres revenus	2 304 $	21 $
TOTAL	1 318 009 $	1 217 330 $

DÉPENSES		
Administration et exploitation	259 556 $	284 342 $
Personnel	760 419 $	717 953 $
Membres de la Commission	16 602 $	16 789 $
Campagnes de sensibilisation	101 361 $	84 234 $
Gestion des plaintes	95 455 $	32 598 $
TOTAL	1 233 393 $	1 135 916 $





YUKON HUMAN RIGHTS COMMISSION | COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE DU YUKON

305, rue Main, bureau 215
Whitehorse (Yukon) Y1A 2B4
867-667-6226
1-800-661-0535
info@yukonhumanrights.ca
yukonhumanrights.ca/fr